RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

Honneur - Fraternité - Justice

Ministère des Finances

Prévisions des Operations Financières de l'état

(Annexe PLFI 2027)

CONFORMÉMENT AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 42 DE «LOI ORGANIQUE N° 2018-039 ; ABROGEANT ET REMPLAÇANT LA LOI N°78-011 DU 19 JANVIER 1978, PORTANT LOI ORGANIQUE RELATIVE AUX LOIS DE FINANCES », LA PRÉSENTE ANNEXE EST JOINTE AU PROJET DE LOI DE FINANCES 2027.

ANNEXE 4

Octobre 2026

Sommaire

Chiffres clés du TOFE prévisionnel 2027 2
Synthèse 2
I. Contexte macroéconomique et cadre budgétaire 3
A. Hypothèses macroéconomiques 3
B. Cadre budgétaire : la règle du solde primaire hors secteurs extractifs 3
C. La référence de comparaison : le TOFE prévisionnel 2026 3
II. Les prévisions de recettes 2027 3
A. Recettes fiscales 4
B. Recettes non fiscales 5
C. Dons 5
D. Recettes pétrolières et gazières 5
III. Les prévisions de dépenses 2027 6
A. Dépenses courantes 6
B. Dépenses d'équipement 7
IV. Les soldes budgétaires 7
V. Le financement 9
A. Financement intérieur 9
B. Financement extérieur 9
VI. Conclusion 10
Annexe 1 — TOFE prévisionnel 2027 (synthèse) 11

Chiffres clés du TOFE prévisionnel 2027

Recettes totales et dons
152,11 Mds MRU
+9,0 % · 25,31 % du PIB

Dépenses et prêts nets
145,91 Mds MRU
+4,0 % · 24,28 % du PIB

Solde global, dons compris
+6,20 Mds MRU
+1,03 % du PIB (2026 : −0,15 %)

Solde primaire hors secteurs extractifs
−3,50 %
du PIB, (2026 : −4,01 %)

Recettes fiscales
104,17 Mds MRU
+11,2 % · pression fiscale 17,33 %

Dépenses d'équipement
66,10 Mds MRU
+9,7 % · 11,00 % du PIB

Financement intérieur
−6,78 Mds MRU
CUT-BCM −6,42 ; titres 0,00 ; convention BCM −0,36

Financement extérieur
+0,58 Mds MRU
FNRH +0,35 ; emprunts nets −2,28 ; prêts budgétaires +2,50

Synthèse

Le TOFE prévisionnel 2027 traduit en opérations financières le projet de loi de finances pour 2027. Il fait apparaître un **excédent budgétaire global de 6,20 Mds MRU**, soit 1,03 % du PIB, alors que les exercices 2023 à 2026 sont tous déficitaires ; le TOFE prévisionnel 2026 prévoit un déficit de 0,82 Mds MRU. Ce retournement de 7,02 Mds MRU provient d'une progression des recettes (+12,59 Mds MRU) 2,3 fois plus forte que celle des dépenses (+5,57 Mds MRU).

- **Des recettes portées par la fiscalité et le secteur extractif.** Les recettes totales atteignent 152,11 Mds MRU (+9,0 %). Les recettes fiscales progressent de 11,2 %, plus vite que le PIB nominal (+8,7 %) ; les recettes extractives passent de 26,44 à 32,13 Mds MRU et représentent 21,1 % des recettes totales.
- **Des dépenses recentrées sur l'investissement.** Les dépenses courantes reculent de 0,29 Mds MRU (−0,4 %), sous l'effet d'une baisse de 5,96 Mds MRU des transferts courants, tandis que les dépenses d'équipement augmentent de 5,86 Mds MRU (+9,7 %) pour atteindre 11,00 % du PIB.
- **Une règle budgétaire respectée, sans marge.** Le solde primaire hors secteurs extractifs s'établit à −21,03 Mds MRU, soit −3,50 % du PIB, au niveau du plafond de 3,5 % fixé par la règle budgétaire, contre −4,01 % en 2026.
- **Un excédent affecté à la reconstitution des avoirs liquides de l'État.** L'excédent (6,20 Mds MRU), complété par 2,50 Mds MRU de prêts budgétaires et par l'apport net de 0,35 Mds MRU du compte pétrolier (contribution du FNRH de 4,00 Mds MRU, pour un versement au Fonds de 3,65 Mds MRU), finance le remboursement net de la dette extérieure, hors prêts budgétaires (2,28 Mds MRU), le remboursement de 0,36 Mds MRU

au titre de la convention BCM-État et la reconstitution des avoirs du Trésor à la BCM (6,42 Mds MRU), sans émission nette de titres publics.

I. Contexte macroéconomique et cadre budgétaire

A. Hypothèses macroéconomiques

Le cadrage macroéconomique du PLF 2027 prévoit en 2027 une croissance du PIB réel de 5,0 %, portée par la production extractive (+12,8 % en volume), et une inflation de 3,3 % en moyenne annuelle. Le PIB nominal atteindrait 600,9 Mds MRU, contre 552,9 Mds MRU retenus pour 2026.

Tableau 1 : Principales hypothèses macroéconomiques pour 2027

Indicateur	2027	Source
Croissance du PIB réel (%)	5,0	Cadrage du PLF 2027
Croissance du PIB réel extractif (%)	12,8	
Inflation, moyenne annuelle (%)	3,3	
Déflateur du PIB (%)	2,3	

B. Cadre budgétaire : la règle du solde primaire hors secteurs extractifs

À partir de 2027, la politique budgétaire est ancrée sur le solde primaire hors secteurs extractifs, dont le déficit est plafonné à 3,5 % du PIB. Cet indicateur rapproche les recettes hors ressources extractives des dépenses hors intérêts de la dette. Il mesure ainsi le déficit que le budget doit couvrir par les ressources extractives ou par l'endettement, indépendamment de la volatilité des cours des minerais et des hydrocarbures.

> **Encadré 1 — Lecture de la règle budgétaire**
>
> Solde primaire hors secteurs extractifs = recettes totales et dons − recettes extractives − dépenses et prêts nets + intérêts de la dette.
>
> Pour 2027 : 152,11 − 32,13 − 145,91 + 4,90 ≈ −21,03 Mds MRU (montants arrondis), soit −3,50 % du PIB.
>
> Le plafond de 3,5 % du PIB correspond à 21,03 Mds MRU en 2027. La prévision l'atteint exactement et ne dégage donc aucune marge.

C. La référence de comparaison : le TOFE prévisionnel 2026

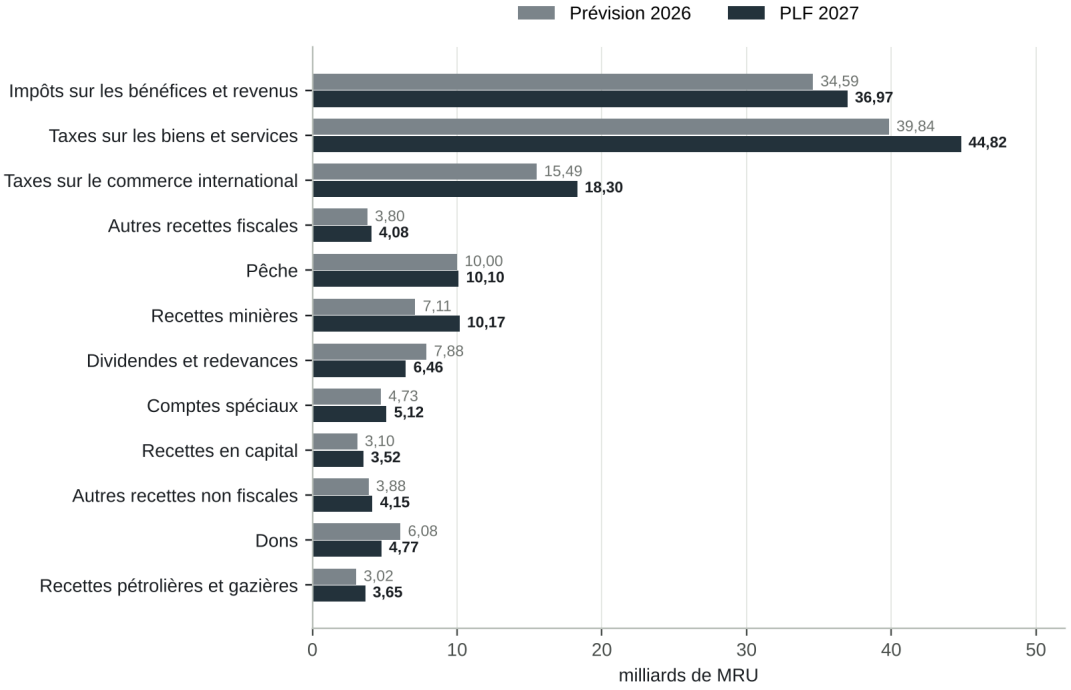
Les prévisions 2027 sont comparées au TOFE prévisionnel 2026. Celui-ci prévoit des recettes totales et dons de 139,52 Mds MRU, des dépenses et prêts nets de 140,34 Mds MRU et un déficit global de 0,82 Mds MRU, soit 0,15 % du PIB. Le solde primaire hors secteurs extractifs y atteint −22,18 Mds MRU, soit −4,01 % d'un PIB nominal de 552,9 Mds MRU.

II. Les prévisions de recettes 2027

Les recettes totales et dons sont prévues à 152,11 Mds MRU, en hausse de 12,59 Mds MRU (+9,0 %) par rapport au TOFE prévisionnel 2026. Rapportées au PIB, elles passent de

25,23 % à 25,31 %. Les revenus non pétroliers hors dons atteignent 143,69 Mds MRU (+10,2 %).

Graphique 1 : Recettes par catégorie, 2026 et 2027 (Mds MRU)



A. Recettes fiscales

Les recettes fiscales s'élèvent à 104,17 Mds MRU, en progression de 10,45 Mds MRU (+11,2 %). La pression fiscale passe de 16,95 % à 17,33 % du PIB. La fiscalité des entreprises extractives explique 3,09 Mds MRU de cette hausse (29,6 %). Hors secteur extractif, les recettes fiscales progressent de 9,0 %, soit une élasticité d'environ 1,0 au PIB nominal (+8,7 %).

- **Impôts sur les bénéfices et revenus nets :** 36,97 Mds MRU (+2,38 ; +6,9 %). Les BIC et BNC atteignent 17,30 Mds MRU, dont 11,21 de recettes extractives (+4,33). Hors secteur extractif, ils passent de 6,64 à 6,09 Mds MRU (−8,3 %). La hausse des BIC et BNC (+3,78) vient donc entièrement du secteur extractif. Ce recul hors extractif, malgré la croissance du PIB, devra être suivi en exécution. L'ITS progresse de 0,94 Mds MRU (+9,2 %), tandis que l'impôt minimum forfaitaire recule de 0,97 Mds MRU (−18,6 %) et l'IRCM de 1,46 Mds MRU (−32,7 %), sous l'effet de sa composante extractive (−1,38).
- **Taxes sur les biens et services :** 44,82 Mds MRU (+4,98 ; +12,5 %). La TVA en fournit l'essentiel avec 30,29 Mds MRU (+3,39), dont 20,62 sur les importations et 9,67 sur les opérations intérieures. Les droits d'accises, y compris la taxe sur les produits pétroliers, atteignent 5,00 Mds MRU (+1,72) ; la contribution climat recule à 3,50 Mds MRU (−0,54).
- **Taxes sur le commerce international :** 18,30 Mds MRU (+2,81 ; +18,1 %), dont 16,43 de droits de douane et 1,87 de taxe statistique.

- **Autres recettes fiscales :** 4,08 Mds MRU (+0,28), dont 0,97 de droits de timbre, 2,15 d'impôts sur la propriété et 0,97 d'autres recettes fiscales des comptes d'affectation spéciale.

B. Recettes non fiscales

Les recettes non fiscales, comptes spéciaux, recettes en capital et autres recettes compris, atteignent 39,52 Mds MRU, en hausse de 2,82 Mds MRU (+7,7 %). La progression est concentrée sur les recettes minières, qui gagnent 3,06 Mds MRU (+43,0 %) pour atteindre 10,17 Mds MRU.

- **Pêche :** 10,10 Mds MRU, quasi stable (+0,10).
- **Dividendes et redevances des entreprises publiques :** 6,46 Mds MRU, en baisse de 1,42 Mds MRU (−18,0 %) ; la SNIM en verse 2,80 (−1,09).
- **Comptes spéciaux :** 5,12 Mds MRU (+0,39). Ces recettes ont pour contrepartie un montant identique en dépense et sont neutres sur le solde.
- **Recettes en capital et autres recettes :** respectivement 3,52 Mds MRU (+0,42) et 4,15 Mds MRU (+0,27).

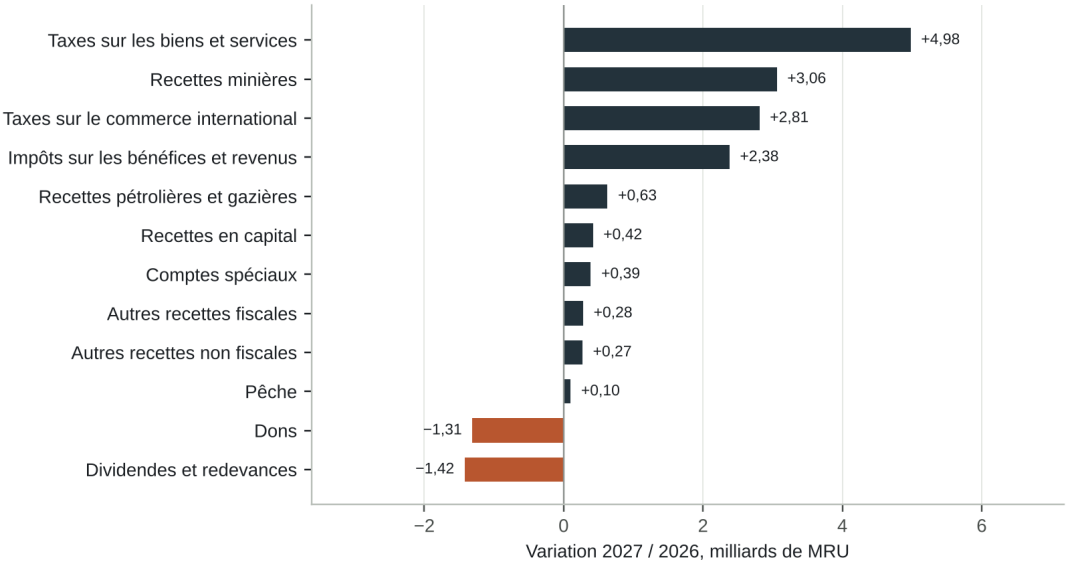
C. Dons

Les dons reculent à 4,77 Mds MRU (−1,31 ; −21,5 %). Les dons projets progressent légèrement (4,64 puis 4,77 Mds MRU), mais l'aide budgétaire, de 1,44 Mds MRU en 2026, n'est pas reconduite en 2027. Selon le DPBMT, cette évolution traduit la sortie progressive du pays de l'éligibilité à certains mécanismes de dons.

D. Recettes pétrolières et gazières

Les recettes pétrolières et gazières sont prévues à 3,65 Mds MRU (+0,63 ; +20,9 %), dont 2,62 Mds MRU au titre du projet GTA. Elles sont intégralement versées au Fonds national des revenus des hydrocarbures (FNRH) et n'alimentent donc pas directement le budget.

Graphique 2 : Contribution de chaque catégorie à la variation des recettes (Mds MRU)

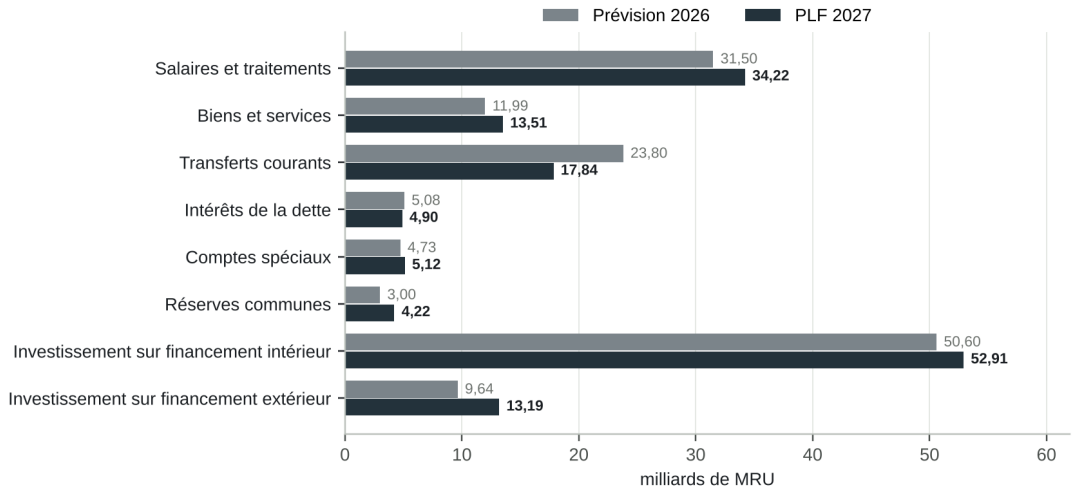


> **Encadré 2 — Le poids croissant des recettes extractives**
>
> Les recettes extractives (impôts des entreprises extractives, recettes minières, dividendes de la SNIM et de MAADEN, recettes pétrolières) passent de 26,44 à 32,13 Mds MRU. Leur part dans les recettes totales passe de 19,0 % à 21,1 %.
>
> Elles expliquent 5,69 Mds MRU de la hausse de 12,59 Mds MRU des recettes totales, soit 45,2 %. L'excédent prévu reste donc sensible aux cours de l'or, du cuivre, du fer et du gaz.

III. Les prévisions de dépenses 2027

Les dépenses et prêts nets sont prévus à 145,91 Mds MRU, en hausse de 5,57 Mds MRU (+4,0 %), soit une progression inférieure à celle du PIB nominal. Leur poids dans le PIB recule de 25,38 % à 24,28 %. La structure se déplace vers l'investissement : les dépenses d'équipement représentent 45,3 % des dépenses totales, contre 42,9 % en 2026.

Graphique 3 : Dépenses par catégorie, 2026 et 2027 (Mds MRU)



A. Dépenses courantes

Les dépenses courantes, réserves communes comprises, s'établissent à 79,81 Mds MRU, en baisse de 0,29 Mds MRU (−0,4 %).

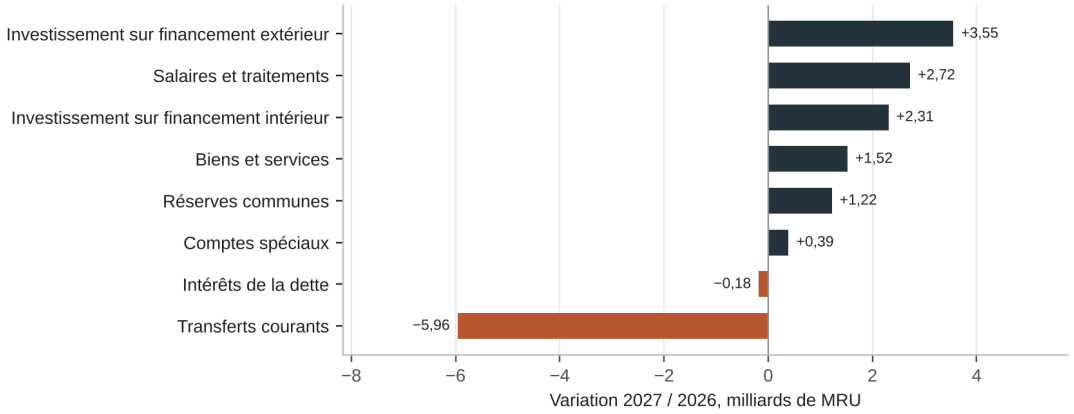
- **Salaires et traitements :** 34,22 Mds MRU (+2,72 ; +8,6 %). La masse salariale représente 32,9 % des recettes fiscales, contre 33,6 % en 2026.
- **Biens et services :** 13,51 Mds MRU (+1,52 ; +12,7 %).
- **Transferts courants :** 17,84 Mds MRU, en recul de 5,96 Mds MRU (−25,0 %). Cette baisse fait plus qu'expliquer le recul des dépenses courantes, les autres postes progressant ensemble de 5,67 Mds MRU.
- **Intérêts de la dette :** 4,90 Mds MRU (−0,18), dont 3,50 sur la dette extérieure et 1,40 sur la dette intérieure. Ils absorbent 4,7 % des recettes fiscales et représentent 0,82 % du PIB.
- **Comptes spéciaux :** 5,12 Mds MRU, en miroir des recettes correspondantes.

- **Réserves communes :** 4,22 Mds MRU (+1,22) de crédits non ventilés.

B. Dépenses d'équipement

Les dépenses d'équipement atteignent 66,10 Mds MRU (+5,86 ; +9,7 %), soit 11,00 % du PIB. L'investissement sur financement intérieur s'élève à 52,91 Mds MRU (+2,31) et l'investissement sur financement extérieur à 13,19 Mds MRU (+3,55 ; +36,8 %). Ce dernier est couvert par 4,77 Mds MRU de dons projets et 8,42 Mds MRU de nouveaux emprunts.

Graphique 4 : Contribution de chaque catégorie à la variation des dépenses (Mds MRU)



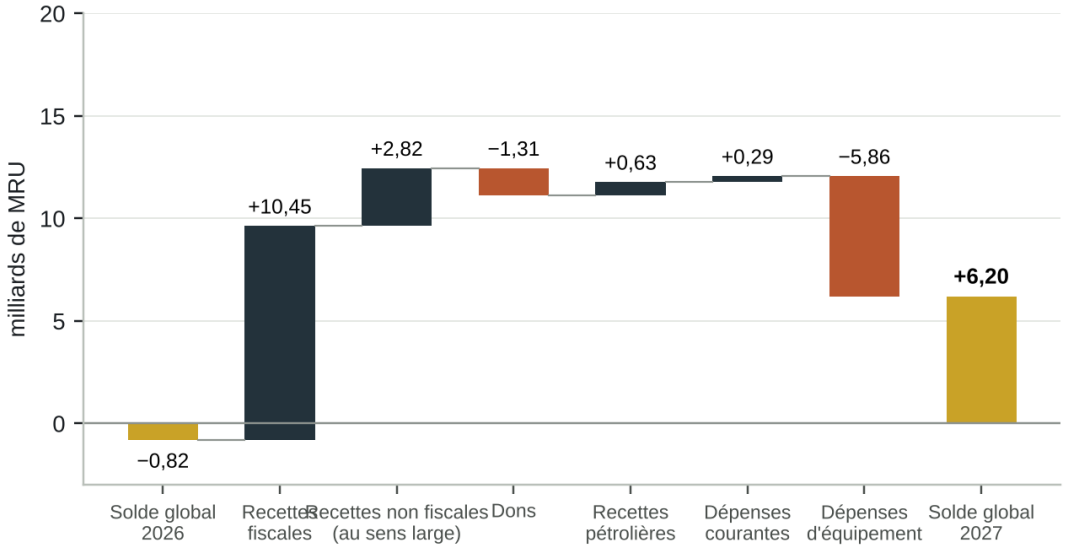
IV. Les soldes budgétaires

Tous les soldes s'améliorent. Le solde global, dons compris, passe d'un déficit de 0,82 Mds MRU à un excédent de 6,20 Mds MRU. Le solde primaire hors secteurs extractifs, indicateur de la règle budgétaire, s'améliore de 1,15 Mds MRU mais reste fortement déficitaire, à −21,03 Mds MRU.

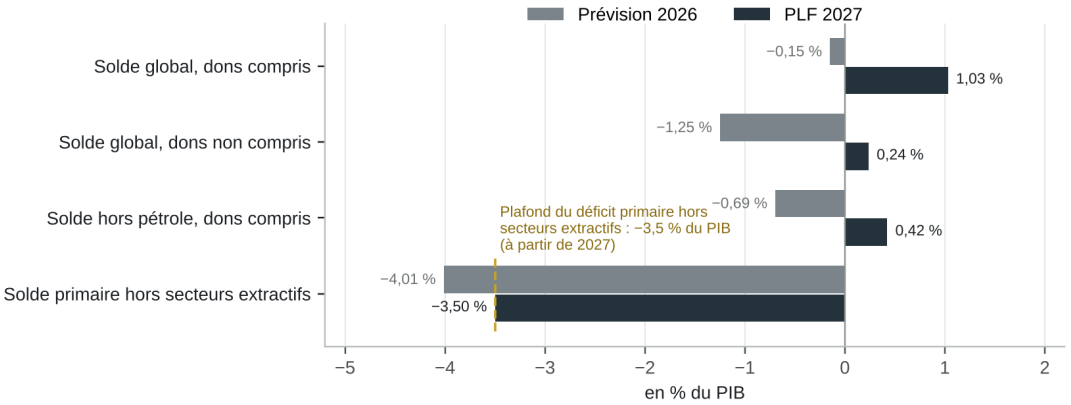
Tableau 2 : Soldes budgétaires 2026 et 2027

Solde (déficit −)	2026 (Mds MRU)	2027 (Mds MRU)	Écart	2026 (% PIB)	2027 (% PIB)
Solde hors pétrole, dons non compris	−9,92	−2,22	+7,70	−1,79	−0,37
Solde hors pétrole, dons compris	−3,84	2,55	+6,39	−0,69	0,42
Solde global, dons non compris	−6,90	1,43	+8,33	−1,25	0,24
Solde primaire hors secteurs extractifs	−22,18	−21,03	+1,15	−4,01	−3,50
Solde global, dons compris	**−0,82**	**6,20**	**+7,02**	**−0,15**	**1,03**

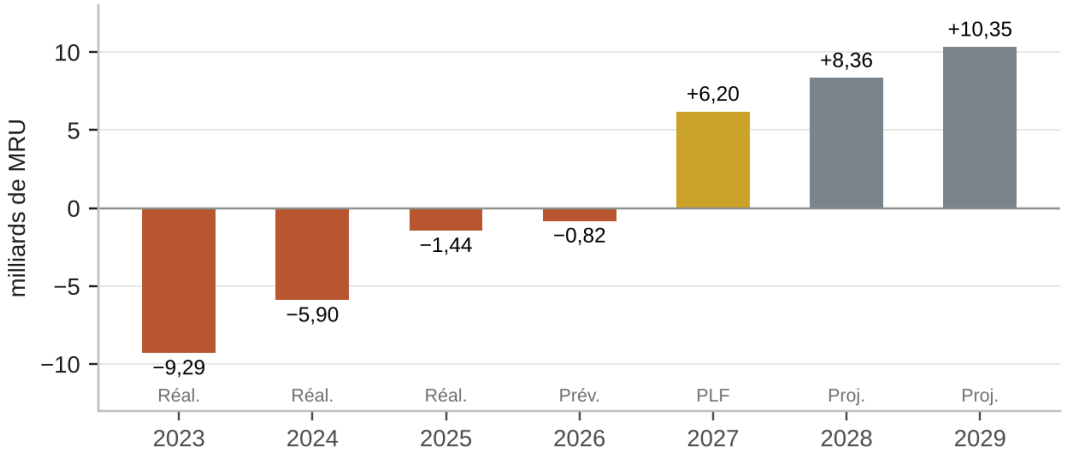
Graphique 5 : Du solde global 2026 au solde global 2027 (Mds MRU)



Graphique 6 : Soldes budgétaires en pourcentage du PIB



Graphique 7 : Trajectoire du solde global, dons compris, 2023-2029 (Mds MRU)



V. Le financement

> **Encadré 3 — Les trois points saillants du financement en 2027**
>
> **1. Reconstitution des avoirs du Trésor.** Le Trésor reconstitue ses avoirs au compte unique à la BCM à hauteur de 6,42 Mds MRU, contre 1,29 Mds MRU en 2026, grâce à l'excédent global de 6,20 Mds MRU.
>
> **2. Maintien de l'encours des bons du Trésor.** Aucune émission nette de titres publics n'est prévue : les émissions se limiteront au renouvellement des échéances, contre une émission nette de 2,50 Mds MRU en 2026 (2,00 auprès des banques et 0,50 auprès des investisseurs non bancaires).
>
> **3. Réduction de l'endettement extérieur.** La dette extérieure, hors prêts budgétaires, recule de 2,28 Mds MRU : les amortissements (10,70 Mds MRU) dépassent les nouveaux emprunts de projets (8,42 Mds MRU).

L'excédent global de 6,20 Mds MRU se traduit par un besoin de financement : l'État dégage des ressources qu'il affecte à la reconstitution de ses avoirs liquides. Sa dette brute recule en outre de 0,14 Mds MRU (prêts budgétaires +2,50, convention BCM-État −0,36, emprunts extérieurs nets −2,28), aucune émission nette de titres intérieurs n'étant prévue. Le financement total s'établit à −6,20 Mds MRU, réparti entre le financement intérieur (−6,78) et le financement extérieur (+0,58).

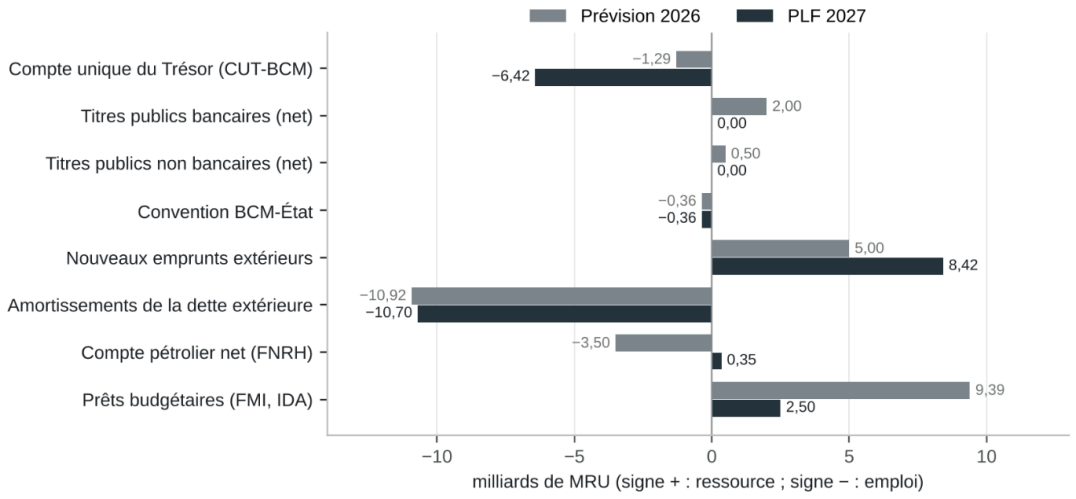
A. Financement intérieur

- **Compte unique du Trésor à la BCM :** −6,42 Mds MRU, soit une reconstitution des avoirs du Trésor de 6,42 Mds MRU, contre 1,29 Mds MRU en 2026.
- **Titres publics :** aucune émission nette n'est prévue en 2027, ni auprès des banques ni auprès des investisseurs non bancaires, contre respectivement 2,00 Mds MRU et 0,50 Mds MRU en 2026.
- **Convention BCM-État :** remboursement de 0,36 Mds MRU, comme en 2026.

B. Financement extérieur

- **Emprunts extérieurs nets (hors prêts budgétaires) :** −2,28 Mds MRU. Les nouveaux emprunts de projets (8,42 Mds MRU, contre 5,00 en 2026) ne couvrent pas les amortissements de la dette extérieure (10,70 Mds MRU).
- **Compte pétrolier :** apport net de 0,35 Mds MRU, la contribution du FNRH au budget (4,00 Mds MRU) excédant le versement au Fonds des recettes pétrolières et gazières de l'année (3,65 Mds MRU).
- **Prêts budgétaires :** 2,50 Mds MRU attendus du FMI / l'IDA, contre 9,39 en 2026.

Graphique 8 : Composantes du financement, 2026 et 2027 (Mds MRU)



VI. Conclusion

Le TOFE prévisionnel 2027 décrit un excédent global de 1,03 % du PIB, un solde primaire hors secteurs extractifs maintenu au niveau du plafond de 3,5 % du PIB (−3,50 %) et un effort d'investissement porté à 11,00 % du PIB. Le passage à l'excédent (+7,02 Mds MRU) est principalement porté par la hausse des recettes extractives et par la baisse des transferts courants ; hors secteurs extractifs, l'amélioration du solde primaire est limitée à 0,51 point de PIB.

Le respect de ces prévisions appelle un suivi mensuel du recouvrement des recettes non extractives, un encadrement de l'exécution des transferts courants et un pilotage des décaissements extérieurs. Les écarts d'exécution par rapport à la règle budgétaire devront être identifiés tôt, la prévision ne dégageant aucune marge sous le plafond.

Annexe 1 — TOFE prévisionnel 2027 (synthèse)

Tableau A1 : TOFE prévisionnels 2026 et 2027 (Mds MRU)

Libellé	Prév. 2026	PLF 2027	Écart 2027 / 2026	Var. %	% du PIB 2026	% du PIB 2027
Recettes totales et dons	**139,52**	**152,11**	**+12,59**	**+9,0 %**	**25,23**	**25,31**
Revenus non pétroliers hors dons	130,42	143,69	+13,27	+10,2 %	23,59	23,91
Recettes fiscales	93,72	104,17	+10,45	+11,2 %	16,95	17,33
Impôts sur les bénéfices et revenus nets	34,59	36,97	+2,38	+6,9 %	6,26	6,15
Taxes sur les biens et services	39,84	44,82	+4,98	+12,5 %	7,21	7,46
Taxes sur le commerce international	15,49	18,30	+2,81	+18,1 %	2,80	3,05
Autres recettes fiscales	3,80	4,08	+0,28	+7,4 %	0,69	0,68
Recettes non fiscales (pêche, mines, dividendes)	24,99	26,73	+1,74	+7,0 %	4,52	4,45
Comptes spéciaux	4,73	5,12	+0,39	+8,2 %	0,86	0,85
Recettes en capital	3,10	3,52	+0,42	+13,5 %	0,56	0,59
Autres	3,88	4,15	+0,27	+7,0 %	0,70	0,69
Dons	6,08	4,77	−1,31	−21,5 %	1,10	0,79
Recettes pétrolières et gazières	3,02	3,65	+0,63	+20,9 %	0,55	0,61
Dépenses et prêts nets	**140,34**	**145,91**	**+5,57**	**+4,0 %**	**25,38**	**24,28**
Dépenses courantes	80,10	79,81	−0,29	−0,4 %	14,49	13,28
Salaires et traitements	31,50	34,22	+2,72	+8,6 %	5,70	5,69
Biens et services	11,99	13,51	+1,52	+12,7 %	2,17	2,25
Transferts courants	23,80	17,84	−5,96	−25,0 %	4,30	2,97
Intérêts de la dette	5,08	4,90	−0,18	−3,5 %	0,92	0,82
Comptes spéciaux	4,73	5,12	+0,39	+8,2 %	0,86	0,85
Réserves communes	3,00	4,22	+1,22	+40,7 %	0,54	0,70
Dépenses d'équipement	60,24	66,10	+5,86	+9,7 %	10,90	11,00
Sur financement extérieur	9,64	13,19	+3,55	+36,8 %	1,74	2,19
Sur financement intérieur	50,60	52,91	+2,31	+4,6 %	9,15	8,80
Solde primaire hors secteurs extractifs	**−22,18**	**−21,03**	**+1,15**	**—**	**−4,01**	**−3,50**
Solde global, dons compris	**−0,82**	**6,20**	**+7,02**	**—**	**−0,15**	**1,03**
Financement	**0,82**	**−6,20**	**−7,02**	**—**	**0,15**	**−1,03**
Financement intérieur	0,85	−6,78	−7,63	—	0,15	−1,13
CUT-BCM	−1,29	−6,42	−5,13	—	−0,23	−1,07
Titres publics bancaires	2,00	0,00	−2,00	—	0,36	0,00
Titres publics non bancaires	0,50	0,00	−0,50	—	0,09	0,00
Convention BCM-État	−0,36	−0,36	0,00	—	−0,07	−0,06
Financement extérieur	−0,03	0,58	+0,61	—	−0,01	0,10
Compte pétrolier net (FNRH)	−3,50	0,35	+3,85	—	−0,63	0,06
Emprunts extérieurs nets (hors prêts budgétaires)	−5,92	−2,28	+3,64	—	−1,07	−0,38
Prêts budgétaires	9,39	2,50	−6,89	—	1,70	0,42
Erreurs et omissions	0,00	0,00	0,00	—	0,00	0,00